

JMJ - 100 JOURS : L'ÉGLISE DU CANADA MALADE DE L'INTERNET

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 06 mai 2002

QUÉBEC, | La Presse [DECRYPTAGE/média] — L'Église catholique du Québec est en train de rater la révolution des communications provoquée par les nouvelles technologies de l'information. L'internet, devenu un outil majeur pour toutes les religions de la planète, n'a pas la cote chez les ecclésiastiques québécois, à commencer par ceux de Montréal.

Pâques n'aura pas été l'occasion de la "résurrection" du site Web de l'archevêché de Montréal, hors d'usage depuis plus de neuf mois à la suite d'une querelle avec l'abbé responsable du site, qui l'a vidé de son contenu pour ouvrir ailleurs un nouveau site religieux. L'archevêché de Montréal, plus gros diocèse catholique du Canada avec un million et demi de personnes appartenant à cette religion, affiche sur l'internet une simple page annonçant que le site est "en construction". Le deuxième diocèse catholique en importance au pays, celui de Toronto, publie pour sa part un site copieux qui réserve d'ailleurs un accueil particulier aux gens qui "reviennent" à la religion.

Une firme montréalaise de consultants, Force Multimedia, a obtenu au printemps 2001 un contrat pour repenser du tout au tout la présentation et le contenu du site Web du diocèse de Montréal, jugé inadéquat par l'archevêché en raison notamment de la présence d'un "forum de discussion" où l'on pouvait adresser des critiques au cardinal Jean-Claude Turcotte sur différents sujets, dont les orphelins de Duplessis ou le mariage des prêtres.

Le créateur et webmestre du site durant cinq ans, l'abbé Yvon Marcoux, a raconté à La Presse s'être senti "trahi" par ses supérieurs, qui ne l'ont pas consulté avant d'accorder un contrat à la firme d'experts en multimédia. Il a décidé unilatéralement de fermer le site diocésain en juin dernier et de rapatrier l'essentiel de son contenu dans un nouveau site qu'il publie lui-même.

Publicité. Quoique le contenu Web et les droits sur un site soient censés appartenir à l'employeur en vertu de la loi canadienne, l'archevêché n'a pas entamé de poursuites contre l'abbé Marcoux, qui considère pour sa part être le propriétaire du contenu Web de l'ancien site, auquel était affectées jusqu'à cinq personnes avant sa fermeture.

L'archevêché ne s'est pas montré pressé d'ouvrir son nouveau site Web: d'abord prévue pour Noël dernier, l'ouverture a été repoussée à ce printemps, et un porte-parole du diocèse parle maintenant de la fin de l'été. L'archevêché se dit trop occupé par la préparation des Journées mondiale de la jeunesse, en juillet, qui doit amener des dizaines de milliers de jeunes catholiques à Montréal et le pape à Toronto.

Ce peu d'empressement à se servir d'internet, un média que le pape Jean-Paul II vient pourtant de qualifier de "nouvelle tribune pour proclamer l'Évangile", n'est pas limité au diocèse de Montréal, constate François Gloutnay, critique religieux pour divers médias et cosignataire d'un Guide du Web chrétien qui évalue 400 sites internet.

Selon lui, l'ensemble de l'Église catholique du Québec, à laquelle appartiennent 8 Québécois sur 10, "n'a pas saisi l'importance du Web comme enjeu majeur d'évangélisation". Plusieurs diocèses québécois n'ont pas de site Web et rares sont ceux qui mettent régulièrement à jour leur site quand ils en ont un.

Les sites existants donnent une très bonne information institutionnelle, dit encore M. Gloutnay, mais très peu de "services" comme, par exemple, une aide à la prière ou des ressources relatives aux funérailles, au mariage ou au baptême. Les internautes québécois visitent plutôt les gros et spectaculaires sites américains et quelques sites de France.

Le Web religieux en effervescence. Le Web religieux est pourtant en effervescence presque partout sur la planète, surtout depuis les attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis. Les firmes de mesure de l'auditoire du Web ont toutes constaté, depuis cette date, une augmentation importante (de 10 pour cent à 20 pour cent) des visites sur les sites religieux et l'apparition de nombreux nouveaux sites dédiés aux questions

religieuses. Selon une étude de l'Institut Barna, une entreprise de marketing de Californie, 10 pour cent de tous les Américains vont s'en remettre uniquement à l'internet, d'ici 2010, pour "vivre" leur spiritualité. Une autre étude du groupe américain Pew Internet a montré l'an dernier qu'un internaute sur quatre recherche des informations religieuses. De la chrétienté à l'islam, en passant par le judaïsme, le bouddhisme, l'hindouisme et toutes les autres religions grandes et petites, le bon Dieu en ligne gagne en popularité sur la planète virtuelle. Tellement que le Vatican a cru nécessaire, en février dernier, de mettre en garde les fidèles contre l'approche mercantile d'innombrables sites Web dédiés à la religion. Si l'internet élargit les possibilités d'évangélisation, dit le Saint-Siège, il ne saurait devenir un substitut à la pratique réelle, physique, dans les églises et les temples.

Parmi les églises protestantes américaines, déjà 150 000 sites Web ont été répertoriés. Dans la francophonie mondiale, il y a près de 5000 sites internet à caractère religieux, de toutes confessions, dont 800 au Québec. Chez les catholiques du Québec, un relevé de Pierre C. Pagé, président de la station catholique montréalaise Radio Ville-Marie, fait état de plus de 450 sites.

Pour Bertrand Ouellet, directeur de l'agence Communications et Société, la branche médias des évêques du Canada, les sites Web religieux du XXIe siècle sont l'équivalent des cathédrales du Moyen Âge, un lieu de rencontre et de prise de parole.

Mais l'internet est bien moins coûteux que les cathédrales. Un avantage non négligeable au moment où l'Église catholique du Québec envisage la fusion de paroisses pour éponger les déficits. Dans le diocèse de Montréal, 65 des 270 paroisses essuient des déficits totalisant plus de 2,5 millions de dollars par année qui sont comblés par l'Archevêché. Un "regroupement" des paroisses dans l'internet serait déjà un premier pas, estiment certains observateurs, comme ont fait par exemple la plupart des diocèses français en fédérant leurs sites Web au sein de la Conférence des évêques de France.

Les articles de la revue de presse de Décryptage n'engagent que leurs auteurs.